

# Droite et gauche au coude-à-coude à deux semaines des élections législatives au Danemark

Le 5 octobre 2022, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, Parti social-démocrate (SD) annonçait que des élections législatives anticipées (de 7 mois) seraient organisées dans le royaume scandinave le 1er novembre, soit un mardi pour la première fois depuis 15 ans. Les îles Féroé ont, en vain, demandé le report du scrutin, le 1er novembre étant sur ce territoire le jour du souvenir des personnes qui ont péri en mer. 4,2 millions de Danois sont donc appelés aux urnes. Le royaume connaît habituellement un taux de participation élevé.

La Première ministre était sous la menace d'une motion de censure après que le Parti social-libéral (RV), pourtant soutien du gouvernement au *Folketing* (chambre unique du Parlement), lui a lancé un ultimatum pour convoquer des élections après les vacances d'été, au plus tard à l'ouverture de la session parlementaire le 4 octobre. Cette motion de censure était en grande partie une conséquence de la gestion du « scandale des visons ».

Dans le passé, et notamment dans les années 1970 et 1980, plusieurs Premiers ministres ont été poussés à l'organisation d'élections anticipées par la menace du dépôt d'une motion de censure mais ce cas de figure ne s'était pas présenté au cours des 30 dernières années. L'actuel gouvernement danois est minoritaire et composé des seuls sociaux-démocrates. Il est cependant soutenu par le Parti socialiste populaire (SF) de Pia Olsen Dyhr, le Parti social-libéral (RV) dirigé par Sofie Carsten Nielsen et la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E) dont la porte-parole est Pernille Skipper.

« Les électeurs danois sont plus volatils que jamais. 45% d'entre eux ont changé de parti depuis les élections législatives du 5 juin 2019 » a déclaré Kasper Hansen, professeur de science politique de l'université de Copenhague.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Gallup, les sociaux-démocrates arriveraient en tête des élections législatives du 1er novembre avec 27,4% des suffrages. Le Parti socialiste populaire recueillerait 8,5% des voix ; le Parti social-libéral, 5,1% et la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte, 6,1%. A gauche encore, les Verts indépendants-nouvelle aile gauche (FG), parti créé en 2020 et dirigé par l'ancien membre de l'Alternative, Sikandar Siddique, obtiendrait 0,7% des voix.

Le « Bloc rouge », rassemblant les partis de gauche, obtiendrait donc 47,8% des suffrages.

A droite, le Parti libéral (V) recueillerait 12,9% des voix devant le Parti populaire conservateur (KF) 9,9%, l'Alliance libérale (LA) 5,5%, la Nouvelle Droite (D) 4,5% et le Parti du peuple (DF) 3,1%. Les Démocrates du Danemark fondés par l'ancienne ministre de l'Immigration et de l'Intégration (2015-2019) du gouvernement de Lars Lokke Rasmussen (V), Inger Stojberg (ancienne membre du Parti libéral), expulsés du Parlement en 2021 après avoir été reconnu coupable d'avoir violé les droits des migrants en séparant des couples de demandeurs d'asile, sont crédités de 8,7% des voix.

Le « Bloc bleu », rassemblant les partis de droite, recueillerait donc 44,6% des suffrages.

## Élections législatives au Danemark

1er novembre 2022

Enfin, les Modérés (M), parti créé par l'ancien Premier ministre (2015-2019) Lars Lokke Rasmussen, à l'époque dirigeant du Parti libéral (V), n'appartenant à aucun des deux blocs, recueillerait 6,1% des suffrages.

Mette Frederiksen reste toutefois la Première ministre préférée des Danois : la moitié d'entre eux (49,4%) aimeraient voir la cheffe du gouvernement sortante poursuivre son action à son poste. 27,4% préféreraient qu'elle soit remplacée par Soren Pape Poulsen, dirigeant du Parti populaire conservateur et 23,3% par Jakob Ellemann Jensen, leader du Parti libéral.

### LE SCANDALE DE L'ABATTAGE DES VISONS À L'ORIGINE DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

À l'automne 2020, un variant du coronavirus est identifié dans des élevages de visons. 11 personnes sont infectées. Sans aucune certitude sur la dangerosité de ce variant, le gouvernement décide d'abattre la totalité des visons, infectés et sains. Le 4 novembre 2020, environ 16 millions d'animaux sont tués. Rappelons que le Danemark est le premier exportateur mondial de fourrure de vison.

Au cours des mois suivants, des professeurs de droit ont critiqué la décision de Mette Frederiksen considérée par eux comme illégale et ils ont affirmé que le gouvernement avait outrepassé ses pouvoirs en prenant la décision de supprimer les visons car il ne disposait pas de base légale pour imposer cet abattage aux éleveurs de visons. Selon la réglementation en vigueur, les autorités n'étaient autorisées à tuer les visons que dans 7 fermes situées dans le nord du Jutland. Après l'abattage, le gouvernement a fait passer une loi d'urgence pour légaliser son action. Le Folketing a alors ouvert une enquête et une majorité de députés ont voté le 10 décembre 2020 la mise en place d'une commission d'enquête pour enquêter sur l'abattage des visons.

Le scandale a fragilisé le pouvoir en place. Le 30 juin 2022, la commission d'enquête a rendu son rapport qui affirme que Mette Frederiksen a délibérément trompé ses compatriotes mais aussi que la Première ministre était ignorante du fait que l'abattage des visons était une action illégale. La Première ministre a mis en avant le facteur-risque, arguant du fait qu'elle se devait de

protéger la population ; elle a également présenté ses excuses mais sans admettre qu'elle avait commis une erreur. Le 2 juillet, les sociaux-libéraux ont exigé l'organisation d'élections anticipées.

Le 5 juillet, Mette Frederiksen a reçu un blâme de la part des députés qui ont jugé son action « *hautement critiquable* ». Les députés de l'opposition n'ont pas participé au débat. En septembre, les partis de droite et d'extrême droite avaient rédigé une lettre pour demander un scrutin anticipé.

« *C'est la première fois qu'un scandale juridique conduit plus ou moins directement à des élections même si la chute du gouvernement se produit au ralenti* » a déclaré Frederik Waage, professeur de droit à l'université du Danemark du Sud mais actuellement juge intérimaire de l'une des deux Hautes Cours du Danemark.

### LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Mette Frederiksen a donc accepté de convoquer des élections législatives anticipées en dépit du fait que « *le Danemark se trouve au milieu d'une crise économique, sécuritaire et énergétique internationale* ». Le 1er juin dernier, les trois quarts des Danois (66,87%) ont choisi de répondre « pour » à la question « *Êtes-vous pour ou contre la participation du Danemark à la coopération de sécurité et de défense européenne et l'abolition de l'option de retrait de la Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne ?* » qui leur était posée dans un référendum. 33,13% des électeurs ont voté contre ; 65,77% des Danois ont participé au scrutin.

Cette consultation populaire était consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février dernier, qui a amené le Danemark à revoir sa politique de défense. La levée de l'option de retrait a été effective dès le 1er juillet.

« *Mette Frederiksen va continuer à se présenter comme une carte sûre sur laquelle on peut miser en temps de crise. Elle est en train d'utiliser l'argument selon lequel elle n'est peut-être pas parfaite mais selon laquelle l'alternative à sa direction du pays n'a pas été testée, qu'elle n'a pas été préparée et qu'elle n'est pas adaptée aux crises* » a indiqué Robert Klemmensen,

professeur de science politique de l'université du Danemark du Sud.

La Première ministre a indiqué qu'elle souhaitait former un gouvernement élargi « *parce que les temps sont difficiles et les crises entremêlées* ». Elle s'est déclarée prête pour la constitution d'un gouvernement mixte dans un mouvement qui casserait le système traditionnel de la politique des deux blocs. « *Les temps sont venus d'essayer une nouvelle forme de gouvernement au Danemark. Nous souhaitons un gouvernement élargi, constitué de partis issus des deux côtés de l'échiquier politique* » a-t-elle souligné.

Mette Frederiksen a fait cette proposition pour la première fois le jour de la Constitution (5 juin). « *A l'exception du Parti social-libéral et des Modérés, aucun autre parti ne veut participer à un tel gouvernement. Les deux grands partis indispensables pour former une telle coalition, le Parti libéral et le Parti populaire conservateur, sont absolument contre une telle proposition* » a déclaré Rune Stubager professeur de science politique de l'université d'Aarhus.

## LE SYSTÈME POLITIQUE DANOIS

Le Folketing comprend 179 membres élus pour 4 ans par les seuls Danois résidant dans le royaume au scrutin proportionnel selon la méthode de Sainte-Lagüe. Les électeurs peuvent voter en faveur d'une liste présentée par un parti ou pour un candidat indépendant. Les partis représentés au Parlement sont autorisés à présenter des listes de candidats, les partis non représentés doivent obligatoirement recueillir un nombre de signatures correspondant à 1/175e des suffrages déclarés valides lors du précédent scrutin législatif, soit 20 182 électeurs cette année. Enfin, les candidats indépendants doivent recueillir les signatures d'au moins 150 électeurs de la circonscription dans laquelle ils souhaitent se présenter.

Les provinces du Groenland et des îles Féroé disposent chacune de 2 députés. Les 175 autres sièges sont répartis entre trois régions - Copenhague, le Jutland et les îles - subdivisées en 3 circonscriptions urbaines et 7 circonscriptions rurales. Le nombre de sièges alloués à chacune d'entre elles, proportionnel au nombre de ses

habitants, est revu tous les 5 ans. Le calcul effectué (addition de la population, du nombre d'électeurs aux dernières élections législatives et de la surface de la circonscription en km<sup>2</sup> multipliée par 20, le résultat étant ensuite divisé par 175) favorise les régions les plus faiblement peuplées.

La répartition des sièges du Parlement se fait en deux temps, tout d'abord par parti puis par candidat. 135 des 175 sièges du Folketing sont des sièges de circonscription, les 40 restants sont appelés sièges compensatoires. Ils sont distribués selon le nombre de voix obtenues par les partis au niveau national. Ce mode de répartition aide à assurer une plus juste représentation nationale des « petits » partis. Pour accéder à la répartition des sièges compensatoires, un parti doit avoir obtenu un minimum de sièges dans une circonscription donnée ou un nombre de suffrages supérieur ou égal au nombre de voix nécessaires à l'obtention d'un siège dans au moins 2 des 3 régions du royaume ou encore au moins 2% des suffrages exprimés au niveau national.

10 partis politiques sont représentés au Folketing :

- Le Parti social-démocrate (SD), fondé en 1871 et dirigé depuis avril 2015 par la Première ministre sortante Mette Frederiksen, possède 48 sièges ;
  - Le Parti social-libéral (RV), parti de centre-gauche créé en 1905 après une scission du Parti libéral. Emmené par Sofie Carsten Nielsen, il compte 16 députés ;
  - Le Parti socialiste populaire (SF), parti d'opposition créé en 1959 par un ancien président du Parti communiste exclu pour avoir critiqué l'intervention de l'URSS en Hongrie en 1956. Rassemblant socialistes et écologistes et conduit par Pia Olsen Dyhr, il possède 14 sièges ;
  - La Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E), fondée en 1989 et fruit de l'alliance du Parti communiste (DKP), du Parti des travailleurs socialistes (SA) et de la Gauche socialiste (VS). Dirigée par un comité exécutif de 25 personnes, sa porte-parole, dirigeante du groupe parlementaire du parti, s'appelle Pernille Skipper. Le parti compte 13 députés.
- Ces 4 partis composent le Bloc rouge.

## Élections législatives au Danemark

1er novembre 2022

- Le Parti libéral (V), parti libéral et agrarien fondé en 1870 et dirigé par Jakob Ellemann-Jensen, possède 43 sièges ;
- Le Parti du peuple (DF), parti populiste de droite fondé en 1995 et emmené par Morten Messerschmidt, compte 16 députés ;
- Le Parti populaire conservateur (KF), fondé en 1915 et conduit par Soren Pape Poulsen, possède 12 sièges ;
- L'Alliance libérale (LA), fondée en 2007 par des dissidents du Parti social-libéral et du Parti populaire conservateur. Emmenée par Alex Vanopslagh, elle possède 4 sièges.
- La Nouvelle Droite (D), parti nationaliste créé en 2015 par deux anciens membres du Parti populaire conservateur, Pernille Vermund et Peter Seier Christensen, compte 4 élus.  
Ces 5 partis forment le Bloc bleu.
- L'Alternative (A), parti écologiste et pro-européen créé en 2013 par l'ancien ministre de la Culture (2011-2012) du gouvernement dirigé par Helle Thorning-Schmidt (SD), dirigé par Franciska Rosenkilde compte 4 députés.

### Rappel des résultats des élections législatives du 5 juin 2019 au Danemark

Participation : 84,54%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
<b>Parti social-démocrate (SD)</b>	915 393	25,93	48
<b>Parti libéral (V)</b>	825 486	23,39	43
<b>Parti du peuple (DF)</b>	308 219	8,73	16
<b>Parti social-libéral (RV)</b>	304 273	8,62	16
<b>Parti socialiste populaire (SF)</b>	272 093	7,71	14
<b>Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E)</b>	244 664	6,93	13
<b>Parti populaire conservateur (KF)</b>	233 349	6,61	12
<b>L'Alternative (A)</b>	104 148	2,95	5
<b>La Nouvelle Droite (D)</b>	83 228	2,36	4
<b>Alliance libérale (LA)</b>	82 228	2,33	4
<b>Autres</b>	125 639	4,44	0

Source : [Institut de la statistique](#)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.